

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/PET.11/26
10 avril 1951
FRANCAIS
ORIGINAL : ITALIEN

PETITION DE M. MOHAMED ALI YUSUF ET AUTRES
CONCERNANT LA SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

Note du Secrétaire général: Conformément à l'article 85 et aux articles complémentaires F et L du règlement intérieur du Conseil de tutelle, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle, au Gouvernement italien, en sa qualité d'autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, et aux Gouvernements colombien, égyptien et philippin en leur qualité de membres du Conseil consultatif pour la Somalie, une communication en date du 17 janvier 1951 émanant de M. Mohamed Ali Yusuf et autres et concernant le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne.

Cette communication a été transmise au Secrétaire général par le Conseil consultatif des Nations Unies pour le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne.

Copie
traduction de l'italien

Mogadiscio, le 17 janvier 1951.

A S.E. l'Administrateur,
AU Président du Conseil de l'ONU.

Nous sommes un groupe de citoyens somalis qui désirons l'intervention de V.E. pour porter remède à une grande injustice qui nous est faite. Dès l'arrivée de l'Administration italienne, on voit au Palais de Justice des militaires (un colonel et d'autres officiers) qui se sont mis à passer des jugements sur nous, Somalis.

Or, si nous sommes un peuple libre, nous voulons être jugés par des juges civils et non militaires, parce que seulement les fascistes plaçaient les militaires dans leurs tribunaux.

Même les soldats Somalis doivent être jugés par des civils, parce qu'eux aussi sont libres (et font partie) d'un peuple démocratique.

Nous sommes sûrs que l'Italie est venue ici uniquement pour administrer et rendre justice, et par conséquent, ce traitement pour nous, Somalis, doit finir.

Et si l'Administrateur, qui est un homme si juste, ne s'en intéresse pas, cela signifie que c'est las Nations Unies qui devront s'intéresser de cette injustice.

Votre très dévoué
(signé) Mohamed Ali Yusuf et autres.
